

9 août 2007

Comité de citoyens d'Oka
Salutations!

Il y a un petit bout de temps que nous ne vous avons donné des nouvelles du dossier Niocan. Quand c'est le cas, c'est parce qu'il ne se passe rien ou parce que nous sommes en attente de réponses à nos demandes. La patience et la ténacité, sans oublier la vigilance quotidienne, sont certes les atouts les plus importants dans toute lutte contre des envahisseurs ou des gens qui ne respectent pas la volonté du peuple.

Revenons un peu en arrière. Lors de notre dernière communication, nous vous avons parlé de lettres que nous avons envoyées et d'un dépliant que nous allions produire de concert avec Eau secours. Où en sommes-nous rendus sur ces deux volets? Premièrement, les lettres. Il y avait une lettre au nouveau député de Mirabel, François Desrochers, lui demandant une rencontre avec son collègue et critique officiel de l'opposition en environnement, Simon-Pierre Diamond. Tout ce que nous avons eu de notre député, c'est un faible courriel nous informant qu'il en avait parlé avec son collègue et qu'il prévoyait rencontrer Niocan dans les semaines qui suivaient. Nous étions en mai. Depuis ce temps, nous attendons un signe de vie véritable, ce qui devrait possiblement se produire quelque part la semaine prochaine.

Une autre lettre avait été envoyée à Bernard Bigras, critique du Bloc québécois en environnement, pour obtenir une rencontre afin de le sensibiliser davantage au dossier Niocan, suite à la rencontre imprévue et rapide que nous avons eue avec lui lors d'un dîner-conférence du ministre fédéral de l'Environnement, à Montréal, en avril dernier. Nous avons demandé également à Mario Laframboise, député d'Argenteuil-Papineau-Mirabel, de nous faciliter cette rencontre, tout en lui demandant d'être présent à ce moment-là. Ce fut chose faite, le 27 juin dernier, au bureau de Mario Laframboise. Après un bon échange d'une heure, Bernard Bigras et Mario Laframboise nous ont présenté certaines pistes pour agir davantage au niveau fédéral. Monsieur Laframboise nous a promis le soutien de son bureau pour nous faciliter ces démarches. Compte tenu du retour des vacances de son bureau, des pistes devraient se concrétiser dans les prochaines semaines. N'oublions pas que, jusqu'à ce jour, nous avons toujours eu de la difficulté à porter le dossier Niocan au niveau du ministère de l'Environnement du Canada.

Une troisième lettre avait été aussi envoyée en avril dernier à la nouvelle ministre de l'Environnement du Québec, madame Line Beauchamp, pour la féliciter de sa nomination et lui demander une rencontre dans les meilleurs délais pour lui exprimer notre position et nos attentes dans le projet Niocan. Jusqu'à ces derniers jours, nous n'avions eu qu'un accusé de réception. Toutefois, des événements ramènent parfois un dossier qui était en-dessous de la pile à la surface.

Si vous avez pris connaissance ces derniers jours d'articles qui ont paru dans le Journal de Montréal, vous êtes déjà un peu sensibilisés à la nouvelle dynamique. Vendredi dernier, un journaliste du Journal de Montréal, Michel Larose, nous contacte pour avoir de l'information sur la nature des deux lacs du site minier abandonné de la SLC parce que certains jeunes, en autres, vont s'y baigner à leurs risques et périls. Nous ne pouvons pas parler du site de la SLC sans parler du projet minier de Niocan. Ce journaliste ne semble nullement au courant de l'historique et de la dynamique de ce dossier hautement contesté. Comme ce sont les deux lacs de la SLC qui font l'objet de ses préoccupations immédiates, il publie samedi dernier un article à ce sujet. Par contre, dimanche matin, il revient à la charge et il désire plus d'informations sur le dossier Niocan, ainsi que des photos, ce qu'on lui donne au cours de la journée. Donc, nouvel article, lundi, pour parler des poussières radioactives pouvant émaner du site de la SLC. Il désire également interpeller la ministre Beauchamp qui commençait lundi une tournée du Québec au sujet du dossier des algues bleues.

Mardi, toujours dans le Journal de Montréal, Michel Larose publie un troisième article où il nous informe que la ministre Beauchamp veut savoir et qu'elle a demandé urgemment à ses fonctionnaires de lui dresser un topo exact de la mine désaffectée. Dans le même article, Niocan nie évidemment qu'il y ait des problèmes et déclare que la compagnie n'attend que le certificat d'autorisation de la ministre pour commencer les travaux de décontamination du site de la SLC, ce qui est inexact, il va sans dire. Aujourd'hui, jeudi, un quatrième article dans le Journal de Montréal nous informe que des experts du ministère de l'Environnement seront sur le site de la SLC pour rédiger le topo demandé.

Parallèlement à ces articles, il y a d'abord la décision du maire Yvan Patry de mettre à l'ordre du jour de la réunion mensuelle du conseil municipal, lundi soir dernier, l'adoption d'une résolution demandant à la ministre Beauchamp son aide pour aider la municipalité à

décontaminer le site de la SLC. Un précédent, car le maire Patry a toujours refusé nos demandes en ce sens dans le passé. Ce virage important est-il le résultat des difficultés de monsieur le maire dans d'autres dossiers et annonce-t-il un virage encore plus important pour cet automne??? En effet, l'entente de la municipalité avec Niocan pour l'achat-vente du site de la SLC, advenant l'obtention de leur certificat d'autorisation, prend fin en décembre prochain. Nous pouvons donc nous attendre à ce que Niocan demande prochainement un renouvellement de cette entente, comme elle l'a déjà fait dans le passé. Est-ce que le maire Patry en profitera pour rétablir sa crédibilité démocratique, qui en a bien besoin par les temps qui courent, en refusant de renouveler cette entente et en informant tant Niocan que le gouvernement, que le projet minier ne fait plus partie des plans de la municipalité? De plus, s'il a à choisir entre le projet Niocan et les projets de la Corporation de l'abbaye, ne sera-t-il pas tenté de privilégier la Corporation? Il est permis de rêver de temps en temps.

De notre côté, nous avons relancé directement le bureau de la ministre Beauchamp pour lui rappeler que nous attendons toujours sa réponse à notre demande de rencontre d'avril dernier. Après certaines pressions, la ministre a délégué, dans un premier temps, un de ses adjointes à venir nous rencontrer ce vendredi, le 10 août, à Oka, sur le rang Ste-Sophie. Une rencontre avec la ministre pourrait suivre par la suite. Nous vous ferons part des résultats de cette rencontre au plus tard en fin de semaine.

Enfin, le dépliant que nous préparons avec Eau secours pour distribution à la population okoïse, ainsi qu'au Conseil des ministres, certains chefs et députés de l'opposition, et les médias, deviendra une réalité en septembre prochain. En premier lieu, ce dépliant était prévu pour juin dernier. Nous avons toutefois jugé que ce n'était pas le moment idéal à l'approche des vacances et de l'été, période où les gens sont moins enclins à s'attarder à des sujets plus sérieux. Le message central de ce dépliant est que le projet minier à Oka doit être maintenant abandonné, compte tenu que depuis dix ans, Niocan est incapable de faire la preuve hors de tout doute de la validité environnementale de son projet. À noter que c'est Eau secours qui défraie totalement la composition graphique et l'impression de ce dépliant. Le Comité de citoyens d'Oka n'aura qu'à défrayer les frais de poste. Ce serait certes une excellente idée de devenir membre d'Eau secours (www.eausecours.org) pour les remercier de nous appuyer ainsi depuis plusieurs années. Rappelons-nous que le spectacle de septembre 2003 était leur création.

Excusez ce long texte, mais je crois que c'était nécessaire pour faire le point à ce jour. N'hésitez pas, si vous désirez de plus amples informations, à nous contacter par téléphone (André Chaput 450-479-6377, Pierre Lauzon 450-479-8514) ou par courriel (zonzonoka@yahoo.fr).

Au plaisir pour la suite des choses!

Pierre Lauzon
Comité de citoyens d'Oka.